



## Publicité

**Pouvoir adjudicateur :**

Désignation :

Mairie de Saint-Cyprien

Place Desnoyer

66750 Saint-Cyprien

Téléphone : 0468376800

Fax : 0468214389

Adresse internet : <http://www.saint-cyprien.com>

E-Mail : [christophe.vidal@stcyprien.fr](mailto:christophe.vidal@stcyprien.fr)

Statut : Commune

Activité(s) principale(s) :

- Services généraux des administrations publiques

Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs.

**Profil d'acheteur :** <https://www.marches-securises.fr>

L'avis concerne un accord-cadre.

**Objet de l'accord-cadre :**

Fourniture de matériaux pour les services techniques de la commune de Saint-Cyprien

Accord-cadre couvert par l'accord sur les marchés publics (AMP) : non

Forme de l'accord-cadre : Accord-cadre à bons de commande

Type d'accord-cadre de fournitures : Achat

**Lieu principal de livraison :**

Centre Technique Municipal

Rue Georges Courteline

66750 Saint-Cyprien

Code NUTS : FRJ15

**CPV global à la consultation**

**CPV principal :** 44100000-1

**CPV propre à chaque lot**

**lot n°1 : CPV principal :** 44110000-4

**lot n°2 : CPV principal :** 44111000-1

**lot n°3 : CPV principal : 44316000-8**

**lot n°4 : CPV principal : 44115210-4**

**lot n°5 : CPV principal : 44316510-6**

**lot n°6 : CPV principal : 37411140-5**

Les prestations sont traitées à prix unitaires.

### **Dévolution en marchés séparés**

*Informations sur les lots :*

#### **Lot n°1 Maçonnerie et matériels associés**

Estimation ou fourchette : 29000 euros HT

#### **Lot n°2 Electricité et matériels associés**

Estimation ou fourchette : 92000 euros HT

#### **Lot n°3 Quincaillerie**

Estimation ou fourchette : 17000 euros HT

#### **Lot n°4 Plomberie et système de chauffage**

Estimation ou fourchette : 22000 euros HT

#### **Lot n°5 Ferronnerie et matériels associés**

Estimation ou fourchette : 12000 euros HT

#### **Lot n°6 Fixation et matériels associés**

Estimation ou fourchette : 22000 euros HT

#### **Pour le Lot n°1 Maçonnerie et matériels associés**

Le montant minimum de commandes pour la durée de l'accord-cadre est de 5 000.00 euros HT.

Le montant maximum de commandes pour la durée de l'accord-cadre est de 29 000.00 euros HT.

#### **Pour le Lot n°2 Electricité et matériels associés**

Le montant minimum de commandes pour la durée de l'accord-cadre est de 20 000.00 euros HT.

Le montant maximum de commandes pour la durée de l'accord-cadre est de 92 000.00 euros HT.

#### **Pour le Lot n°3 Quincaillerie**

Le montant minimum de commandes pour la durée de l'accord-cadre est de 2 000.00 euros HT.

Le montant maximum de commandes pour la durée de l'accord-cadre est de 17 000.00 euros HT.

#### **Pour le Lot n°4 Plomberie et système de chauffage**

Le montant minimum de commandes pour la durée de l'accord-cadre est de 3 000.00 euros HT.

Le montant maximum de commandes pour la durée de l'accord-cadre est de 22 000.00 euros HT.

#### **Pour le Lot n°5 Ferronnerie et matériels associés**

Le montant minimum de commandes pour la durée de l'accord-cadre est de 1 000.00 euros HT.

Le montant maximum de commandes pour la durée de l'accord-cadre est de 12 000.00 euros HT.

#### **Pour le Lot n°6 Fixation et matériels associés**

Le montant minimum de commandes pour la durée de l'accord-cadre est de 2 000.00 euros HT.

Le montant maximum de commandes pour la durée de l'accord-cadre est de 22 000.00 euros HT.

Il n'est pas prévu de variantes exigées et les variantes ne sont pas autorisées.

Les candidats peuvent présenter des offres pour tous les lots.

La durée de l'accord-cadre à bons de commande est de 1 année.

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.

Pour le lot n°1 :

Il n'est pas prévu d'avance.

Pour le lot n°2 :

Il n'est pas prévu d'avance.

Pour le lot n°3 :

Il n'est pas prévu d'avance.

Pour le lot n°4 :

Il n'est pas prévu d'avance.

Pour le lot n°5 :

Il n'est pas prévu d'avance.

Pour le lot n°6 :

Il n'est pas prévu d'avance.

### **Interdiction de soumissionner**

L'acheteur, en vertu des articles L2141-7 à L2141-11 du code de la commande publique, peut exclure les candidatures se trouvant dans les situations qui y sont décrites, en particulier dans les cas qui suivent, sous réserve que dans un délai de 2 jours à compter de la réception d'un courrier l'y invitant, le candidat démontre qu'il a pris les mesures nécessaires pour corriger les manquements qui lui sont reprochés et, le cas échéant, que sa participation à la procédure de passation de l'accord-cadre public n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

L'acheteur exclut les personnes qui, au cours des trois années précédentes, ont dû verser des dommages et intérêts, ont été sanctionnées par une résiliation ou ont fait l'objet d'une sanction comparable du fait d'un manquement grave ou persistant à leurs obligations contractuelles lors de l'exécution d'un accord-cadre public antérieur.

L'acheteur exclut les personnes qui, par leur participation préalable directe ou indirecte à la préparation de la procédure de passation de l'accord-cadre public, ont eu accès à des informations susceptibles de créer une distorsion de concurrence par rapport aux autres candidats, lorsqu'il ne peut être remédié à cette situation par d'autres moyens.

L'acheteur exclut les personnes qui, par leur candidature, créent une situation de conflit d'intérêts, lorsqu'il ne peut y être remédié par d'autres moyens. Constitue une situation de conflit d'intérêts toute situation dans laquelle une personne qui participe au déroulement de la procédure de passation de l'accord-cadre public ou est susceptible d'en influencer l'issue a, directement ou indirectement, un intérêt financier, économique ou tout autre intérêt personnel qui pourrait compromettre son impartialité ou son indépendance dans le cadre de la procédure de passation de l'accord-cadre public.

### **Présentation de candidature :**

Dépôt classique: La candidature peut être faite au moyen des formulaires DC1 et DC2 (formulaires à jour sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ou du DUME (document unique de marché européen, voir site :<https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>).

### **Conditions de participation et moyens de preuve acceptables :**

Les documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles du candidat sont:

#### **Aptitude :**

- L'opérateur économique doit être inscrit sur un registre professionnel ou sur un registre du commerce suivant: Registre du commerce et des sociétés ou répertoire des métiers ou équivalent européen
- **Capacité économique et financière :**
- Indications concernant le chiffre d'affaires annuel général sur 3 ans.
- Indication concernant le montant couvert par l'assurance pour risques professionnels
- **Capacité technique et professionnelle :**
- Références des principales fournitures ou des principaux services fournis sur 3 ans.
- Titres d'études et professionnels exigés du prestataire de services ou du contractant lui-même

### **Procédure :** MAPA ouvert

#### **Critères d'attribution**

Le classement des offres et le choix du/des attributaire(s) sont fondés sur l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères pondérés énoncés ci-dessous :

**1. Critère Délais de livraison (en jours ouvrés uniquement)**  
pondéré à 10 sur 100 points.

La notation du critère sera effectuée suivant la formule suivante :

Exprimés en jours ouvrés uniquement , il sera calculé ainsi :  $\text{délai le plus court} / \text{délai du candidat} \times 10$ .

**2. Critère Prix**  
pondéré à 40 sur 100 points.

La notation du critère sera effectuée suivant la formule suivante :

le critère prix sera calculé à partir de l'offre proposée par le candidat :  $\text{offre la moins disante} / \text{offre du candidat} \times 40$

**3. Critère Valeur technique**  
pondéré à 50 sur 100 points.

**3.1. Sous-critère Analyse des fiches techniques détaillées** pondéré à 25 sur 50 points.

Elle sera appréciée au regard d'un mémoire technique décrivant les spécifications techniques des produits telles que les classifications , normes, résistances et toutes informations permettant d'évaluer la qualité des produits proposés et obligatoirement accompagnés d'un visuel correspondant aux produits listés dans les DQE et BPU. Une note sur 10 sera

attribuée à chaque candidat sur la valeur technique : le calcul sera le suivant : note attribuée / 10 x 25 dont le Barème est le suivant :

- Très Bon ou Idéal : 10 ou 9
- Bon : 8 ou 7
- Moyen : 6 ou 5
- Insuffisant : 4 ou 3
- Très insuffisant: 2 ou 1
- Absence de mémoire ou Nul : 0.

**3.2. Sous-critère analyse des visuels pondéré à 25 sur 50 points.**

Elle sera appréciée au regard d'un mémoire technique décrivant les spécifiés techniques des produits telles que les classifications , normes, résistances et toutes informations permettant d'évaluer la qualité des produits proposés et obligatoirement accompagnés d'un visuel correspondant aux produits listés dans les DQE et BPU. Une note sur 10 sera attribuée à chaque candidat sur la valeur technique : le calcul sera le suivant : note attribuée / 10 x 25 dont le Barème est le suivant :

- Très Bon ou Idéal : 10 ou 9
- Bon : 8 ou 7
- Moyen : 6 ou 5
- Insuffisant : 4 ou 3
- Très insuffisant: 2 ou 1
- Absence de mémoire ou Nul : 0.

#### **Renseignements d'ordre administratif :**

Numéro de référence de l'accord-cadre : MAPA N° 22FO035

La présente consultation est une consultation initiale.

*Date d'envoi du présent avis à la publication : 22/04/2022*

*Date limite de réception des offres : 30/05/2022 à 12:00*

Le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre pendant un délai de 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

#### **Délivrance du DCE**

Le dossier de consultation est téléchargeable sur le profil d'acheteur.

#### **Modalités essentielles de financement et de paiement :**

Le délai global de paiement des prestations est fixé à 30 jours.

Modalités de financement des prestations : Les dépenses effectuées au titre du présent marché seront imputées sur le Budget de la Commune de Saint-Cyprien au titre de l'exercice 2022 et suivants..

#### **Avis périodique :**

Il ne s'agit pas d'un accord-cadre périodique.

**Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire de l'accord-cadre :** Après l'attribution de l'accord-cadre, la personne signataire de l'accord-cadre pourra exiger que le titulaire adopte la forme juridique suivante : groupement solidaire.

La même entreprise ne peut pas présenter pour l'accord-cadre ou un de ses lots plusieurs offres, en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements ;

- en qualité de membre de plusieurs groupements.

**Instance chargée des procédures de recours :**

Tribunal Administratif de Montpellier

06 rue Pitot

34000 Montpellier

Tél: 0467548100

Fax : 0467548156

Courriel: greffe.ta-montpellier@juradm.fr

Adresse Internet (URL): <http://www.montpellier.tribunal-administratif.fr>

**Introduction des recours :** - Référé contractuel : conformément aux dispositions des L.551- 13 et R.551-7 du Code de la Justice Administrative, dans un délai :- de 31 jours suivant la publication d'un avis d'attribution du marché public,- de 6 mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat en l'absence de publication d'un avis d'attribution. Ce recours ne peut être exercé dans les cas suivants :- à l'égard des marchés publics dont la passation n'est pas soumise à une obligation de publicité préalable lorsque le pouvoir adjudicateur a, avant la conclusion du contrat, rendu publique son intention de le conclure et observé un délai de onze jours après cette publication,- à l'égard des marchés publics soumis à publicité préalable auxquels ne s'applique pas l'obligation de communiquer la décision d'attribution aux candidats non retenus (marchés à procédure adaptée) lorsque le pouvoir adjudicateur a, avant la conclusion du contrat, rendu publique son intention de le conclure et observé un délai de onze jours après cette publication,- par les demandeurs ayant fait usage du référé précontractuel dès lors que le pouvoir adjudicateur a respecté la suspension prévue à l'article L. 551-4 du code de justice administrative et s'est conformé à la décision juridictionnelle rendue sur ce recours.- Recours en excès de pouvoir : conformément aux dispositions de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision d'attribution ou de rejet.- Recours de plein contentieux : conformément à l'article R 421-1 du Code de la Justice Administrative et à l'arrêt du Conseil d'Etat du 4 avril 2014, tout tiers justifiant d'un intérêt lésé peut former un recours en pleine juridiction, dans un délai de deux mois à compter de la publicité annonçant la conclusion du marché public.

**Conditions de remise des candidatures**

Les documents relatifs à la candidature et les actes d'engagement transmis par voie électronique seront signés par le candidat selon les modalités prévues par arrêté du ministre chargé de l'économie.

La remise des candidatures contre récépissé n'est pas autorisée.

La présentation d'une candidature sous forme d'un support physique électronique n'est pas autorisée.

L'envoi des candidatures par voie postale n'est pas autorisé.

**Signature des documents transmis par le candidat**

L'acheteur exige que les opérateurs économiques signent électroniquement le DUME (électronique) ou documents équivalents (DC1 et DC2).

Il n'est pas exigé des candidats que l'acte d'engagement soit signé(e) au stade de la réception des offres. Seul l'attributaire devra impérativement signer électroniquement l'acte d'engagement.

En cas de groupement l'acte d'engagement sera signé(e) par chaque membre du groupement ou par le mandataire dûment habilité par un document d'habilitation (copie de la convention de groupement ou acte spécifique d'habilitation). La production d'un document d'habilitation, signé de façon électronique par chaque membre du groupement, sera exigé du seul attributaire.

Il n'est pas exigé des candidats la signature électronique des documents suivants : Bordereau des prix unitaires et Détail quantitatif et estimatif et le CCP.. Seul l'attributaire se verra contraint à cette signature électronique dans le cadre des formalités de conclusion du contrat.

L'obligation de signature électronique se fait conformément aux conditions fixées par l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.

#### **Autres Informations**

**Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qu'ils ont déjà transmis dans une précédente consultation et qui demeurent valables.**

#### **Adresse auprès de laquelle des renseignements complémentaires peuvent être obtenus :**

- pour les renseignements d'ordre administratif :

Mairie de Saint-Cyprien / MP RC  
Correspondant : M. Romain Camos  
Adresse : Hôtel de ville  
Place Desnoyer  
66750 Saint-Cyprien  
Tél : 0468376800  
Fax : 0468214389  
Courriel : [romain.camos@stcyprien.fr](mailto:romain.camos@stcyprien.fr)  
Adresse Internet : <http://www.saint-cyprien.com>

- pour les renseignements d'ordre technique :

Mairie de Saint-Cyprien - Service Patrimoine Bâti AD  
Correspondant : M. Alexandre DELMAU  
Adresse : CTM  
Rue Courteline  
66750 SAINT-CYPRIEN  
Tél : 06.63.37.29.55  
Fax : 04.30.95.05.20  
Courriel : [alexandre.delmau@stcyprien.fr](mailto:alexandre.delmau@stcyprien.fr)  
Adresse Internet : <http://www.saint-cyprien.com>